Belgeo

Revue belge de géographie

3 | 2018

Mobility and the international migration of young people: new models, new behaviours

La mobilité illégale des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur

Nouveaux comportements migratoires en Algérie

Illegal mobility of young graduates of higher education. New migratory behavior in Algeria

Rim Otmani

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/29073>

DOI : 10.4000/belgeo.29073

ISSN : 2294-9135

Éditeur :

National Committee of Geography of Belgium, Société Royale Belge de Géographie

Référence électronique

Rim Otmani, « La mobilité illégale des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur », *Belgeo* [En ligne], 3 | 2018, mis en ligne le 30 novembre 2018, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/29073> ; DOI : 10.4000/belgeo.29073

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

Belgeo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

La mobilité illégale des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur

Nouveaux comportements migratoires en Algérie

Illegal mobility of young graduates of higher education. New migratory behavior in Algeria

Rim Otmani

Introduction

- 1 Les migrations internationales, liées par des interactions entre plusieurs facteurs d'ordre politiques, économiques, sociaux, culturels, démographiques ou climatiques, agissent fortement sur les mouvements de personnes entre les pays en voie de développement et les pays développés. Les déséquilibres économiques internationaux, la pauvreté et la détérioration de l'environnement, conjugués à l'absence de paix et de sécurité, aux violations des Droits de l'Homme (Hermet, 2008) et au développement inégal des institutions judiciaires et démocratiques sont autant de facteurs qui influent sur les mouvements de population à l'échelle mondiale. Souvent, ces déplacements de personnes concernent une population jeune qui emprunte des trajectoires migratoires des pays les moins avancés vers les pays industrialisés, à croissance économique élevée, au sein de réseaux structurés et réguliers.
- 2 Pourtant, les mobilités internationales contemporaines (Wihtol de Wenden, 2016) sont à un tournant majeur ne pouvant plus être traitées sous un même angle vu la diversification et la complexité du processus migratoire contemporain. Le nouveau visage de cette migration répond clairement aux déséquilibres économiques et aux décalages politiques Nord/Sud (Rogalski, 2013). Elle pousse des jeunes marginalisés et précarisés dans leurs pays d'origine à emprunter la voie de la migration illégale dans le seul et unique but de se réaliser et vivre dans de meilleures conditions dans des pays développés.

Plusieurs variables rendent compte de cette mutation, entre autres l'évolution récente en termes de conceptualisation des trajectoires migratoires liée à la déconstruction du parcours du migrant. Cette nouvelle configuration de la mobilité est très complexe, longue et dangereuse. Elle passe d'une logique linéaire simple à une logique transnationale où les étapes du voyage (départ, transit et arrivée) sont inter-reliées.

- 3 Ces évolutions et dynamiques migratoires sont intrinsèquement liées aux politiques d'immigration des pays d'accueil (Balleix, 2013). Cependant, les débats actuels dans lesquels la migration illégale est réduite à un « problème » qu'il s'agit de « résoudre » par une politique répressive, ne contribuent pas à une meilleure compréhension des mouvements de populations. Alors que la migration illégale n'est pas un phénomène nouveau (Houdaille, Sauvy, 1974), la couverture médiatique et le traitement politique de ce fait social introduit des amalgames d'ordre général. Certes, les mobilités internationales récentes présentent des caractères différents de celles des années précédentes. Cependant, le caractère irrégulier a changé suite au durcissement des politiques d'immigration.
- 4 Dans le cas de l'Algérie, l'introduction de la politique des visas de voyage au début des années 1990¹ a contribué au passage d'une migration légale à une migration illégale. Ce caractère irrégulier² de la migration algérienne est avant tout une conséquence manifeste de la restriction des politiques européennes en matière de visa et d'immigration (de Haas 2007b ; Fargues 2004). Ceci dit, la mobilité illégale des Algériens constitue un phénomène émergeant dans la réalité sociale et spatiale et dans la conscience d'un plus large public. Difficile à quantifier, la migration illégale des jeunes algériens est mesurée à travers le nombre de personnes interceptées aux frontières euro-méditerranéennes par les garde-côtes algériens, espagnols et italiens. Ces chiffres ne reflètent pas toute la réalité car le nombre d'individus noyés en mer Méditerranée reste inconnu. Par contre, ces statistiques, souvent surmédiatisées (Düvell, 2006), montrent une intensification des contrôles aux frontières³ et une lutte massive contre la migration illégale.
- 5 Alors que la migration algérienne était d'origine rurale, concernait une population peu qualifiée et s'effectuait dans un cadre de migration régulière de travail ou de regroupement familial (Sayad, 1985), elle a évolué dans le temps, touchant de plus en plus d'étudiants et de diplômés universitaires souvent originaires de zones urbaines. Cette dernière forme de mobilité n'a fait que s'intensifier depuis les années 1990, qualifiée de « fuite des cerveaux » (Musette, 2016). Considérée comme perte du capital humain, intellectuel et professionnel pour l'Algérie, un nombre important d'Algériens hautement qualifiés a quitté le pays pour s'installer de façon définitive à l'étranger, notamment en Europe et en Amérique du Nord. Selon les dernières statistiques, la répartition des migrants algériens qualifiés par pays indique qu'ils sont installés en majorité en France (75 %), puis au Canada (11 %) et enfin, en Grande-Bretagne (4 %).
- 6 En effet, on a tendance à mettre en lumière la problématique de la « fuite des cerveaux » qui s'inscrit dans le cadre de la mobilité internationale légale. On imagine moins que la « fuite des cerveaux » s'inscrit également dans le registre des migrations illégales. Souvent absents des débats politiques, scientifiques et médiatiques, la migration illégale des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur prend de l'ampleur et gagne du terrain cette dernière décennie. Ces candidats à la migration clandestine, assoiffés de liberté, de connaissance et de reconnaissance sociale, veulent à tout prix quitter l'Algérie pour changer de vie. A la recherche d'un idéal social et professionnel, ils prennent le large à bord de petites embarcations de fortune pour rejoindre les côtes européennes (Italie,

Espagne) et s'installer en France, considérée comme destination finale de leur trajectoire migratoire.

- 7 Dans une approche sociologique, le présent article met en évidence les résultats d'une enquête de terrain multisituée réalisée d'abord en Algérie, à Annaba et Oran⁴, puis en France, à Paris, dans le cadre d'une thèse de doctorat de sociologie. Il s'intéresse particulièrement à la mobilité illégale d'une catégorie sociale spécifique qui, contrairement aux mobilités de ses aînés souvent issus de zones rurales, pauvres et – peu ou pas – instruits, est représentée par des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur⁵, issus dans la majorité des cas de zones urbaines et de la classe sociale moyenne. Ce nouveau visage de la migration algérienne et ces nouveaux comportements migratoires traduisent la mauvaise santé sociale de la société algérienne et dévoilent un décalage entre des politiques d'immigration répulsives et des mouvements de population de plus en plus attirés par l'Europe.
- 8 L'accent étant mis sur la dimension géographique de cette mobilité atypique, cette analyse permet de comprendre les logiques d'activation du processus migratoire illégal à partir d'une analyse des facteurs qui entravent le développement d'une relation positive entre système universitaire et marché de l'emploi et entre nouveaux comportements migratoires et politiques d'immigration dissuasives.

« Fuite des cerveaux » dans une nouvelle dialectique

- 9 La migration des jeunes algériens diplômés de l'enseignement supérieur est considérée comme une « fuite des cerveaux » (Musette, 2016) mais de la manière la moins commune car les conditions de départ et d'installation ne sont pas les mêmes qu'à l'accoutumée. Il s'agit là d'une mobilité illégale de l'élite intellectuelle algérienne. Bien que le terme « fuite des cerveaux » soit employé assez fréquemment dans les études sur la migration de l'élite intellectuelle et des compétences professionnelles (Meyer *et al.*, 1997), il implique un haut degré d'ambiguïté terminologique dans le contexte migratoire illégal. Dans la littérature contemporaine, « fuite des cerveaux » fait référence au phénomène par lequel un pays souffre d'un exode de son élite éduquée à une échelle qui met en danger le potentiel de développement national à long terme (Gaillard, 2006). On parle alors de *brain drain* concernant les sociétés émettrices des flux migratoires et de *brain gain* concernant les sociétés réceptrices. De manière générale, le processus de « fuite des cerveaux » englobe le concept de *brain gain* concernant les sociétés qui mettent en place des programmes et des projets censés attirer des scientifiques et des travailleurs qualifiés et de *brain drain* au sujet des sociétés qui perdent leur matière grise et leur force jeune (Brzozowski, 2008).
- 10 Que ce soit dans un cadre légal ou illégal, la « fuite des cerveaux » appauvrit l'Algérie et assèche son capital humain, intellectuel et professionnel (Fois, 2010). Si les compétences algériennes semblent utiles pour contribuer au développement des pays de destination (Djefflat, 2012), le cas des migrants illégaux, bien que diplômés, est tout à fait différent. Les jeunes algériens diplômés du supérieur, qui tentent la migration illégale, traversent la Méditerranée clandestinement et se maintiennent en France illégalement. Ces derniers se retrouvent dans une société qui ne les reconnaît pas, qui les rejette et qui les soustrait de la sphère du droit : le droit de séjour, le droit du travail, le droit à l'éducation, le droit au logement, le droit à la santé, etc. Dans ce cas-là, cette « fuite des cerveaux » n'enrichit pas le capital intellectuel et professionnel du pays d'accueil.

- 11 S'intéresser à la question de la mobilité illégale des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur est lié au fait que ce phénomène s'inscrit dans la problématique générale d'un fait social qui marque ces deux dernières décennies et qui met en lumière le nouveau visage de la mobilité des jeunes algériens en quête d'un meilleur avenir ailleurs qu'en Algérie. Lorsque les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur décident de migrer clandestinement, ils s'engagent sur un chemin semé d'incertitudes et d'improbabilités dans l'espoir de trouver des opportunités de travail et de vivre dans de meilleures conditions. De ce fait, la dimension spatiale du phénomène migratoire illégal est à prendre en considération, car l'organisation avec laquelle ces acteurs migrants mettent en place leur projet migratoire a une incidence importante sur leur vie et sur leur avenir. Cette mobilité socio-spatiale s'inscrit dans un mouvement humain collectif, mobilise des réseaux transnationaux et requiert un savoir-passer, un savoir-faire et un savoir-être dans un contexte à haut risque.
- 12 Pour comprendre une telle problématique, il est nécessaire de dégager une hypothèse principale qui tend à expliquer l'orientation des jeunes diplômés universitaires vers la migration illégale. Bien que l'Union Européenne (UE) opte pour un durcissement de ses politiques migratoires et pour la fermeture de ses frontières, notamment maritimes, et malgré des conditions d'accueil peu favorables pour les migrants en situation régulière, l'Europe continue à attirer non seulement les migrations légales, mais aussi les mobilités illégales. Cet attrait exercé sur les migrants de façon générale révèle un certain nombre d'indications pertinentes par rapport à la perception que les candidats à la migration ont de l'Europe avant leur départ. Si l'Europe tente de dissuader les jeunes algériens par des politiques d'immigration dissuasives, force est de constater que le recours à la voie illégale ne fait que se développer faisant appel à des réseaux de passeurs expérimentés. Dans le même ordre d'idée, si l'entrée des étudiants et des jeunes diplômés dans l'UE s'avère de plus en plus difficile et très limitée, les réseaux clandestins proposent des alternatives pour s'y rendre et s'y maintenir (Carnet, 2011).
- 13 Bien que la fermeture des frontières européennes puisse expliquer l'acte migratoire de ces jeunes diplômés du supérieur, la situation problématique du système d'éducation et de l'emploi en Algérie peut être également à l'origine de ces nouvelles dynamiques migratoires. En effet, dans un contexte de transition économique, l'Algérie fait face à une crise de chômage depuis plusieurs années et à la création massive d'emplois précaires et informels (Musette, 2013 ; Ighilahriz, 2003). Les jeunes de moins de trente ans, notamment les plus diplômés, sont de plus en plus touchés par le chômage et par la précarisation de l'emploi. Certains chercheurs ont expliqué la crise du chômage par l'inadéquation entre les réformes de l'enseignement supérieur et les mutations socio-économiques (Musette, 2013 ; Ferroukhi, 2005 ; Khaoua, 2008). Il faut rappeler toutefois que l'enseignement supérieur en Algérie a connu d'importantes réformes surtout depuis les années 2000 avec, notamment, la mise en place progressive du système LMD (Licence-Master-Doctorat) tel qu'il est en vigueur en Europe. En ce sens, les universités algériennes produisent des milliers de diplômés annuellement mais sans mesurer les besoins en main-d'œuvre tant sur un plan quantitatif que qualitatif. De la sorte, le diplôme algérien perd de sa valeur progressivement. Même si le diplôme reste un atout majeur pour l'entrée dans la vie active, les jeunes diplômés ne sont pas épargnés par la crise du chômage et le sous-emploi.
- 14 La situation de crise a le mérite « [...] de dévoiler la vérité objective [...] » de la réalité migratoire qui est « [...] portée au grand jour en période de crise et de récession de

l'emploi [...]» (Sayad, 1982), vérité qui est oubliée pendant les périodes de forte croissance économique. « [...] De plus, c'est au moment où elle est la plus contestée, au moment où elle se révèle comme un lieu de conflits entre les émigrés et leur société d'origine, que l'émigration dévoile au mieux sa vérité objective et la vérité de la condition de l'émigré [...]» (Sayad, 1999). Il est vrai que les périodes de crise ont des caractéristiques accentuant les mouvements de population surtout par le chômage qui révèle un décalage entre les institutions et les individus qui le subissent. Dans ce cas-là, la dévalorisation des diplômes, l'exclusion professionnelle, la précarité sociale et la fermeture des frontières peuvent traduire le mal-être des jeunes au point de déclencher le processus migratoire illégal. Toutefois, il est à noter qu'il n'y a pas forcément un lien direct entre chômage, durcissement des politiques d'immigration et migration illégale. Un chômeur ou un sous-employé en Algérie ne veut pas dire qu'il est supposé être un migrant clandestin potentiel.

Appréhender la migration illégale des jeunes diplômés

- 15 Les énormes différences de développement économique d'un pays à l'autre et la mobilité des personnes issues des pays en développement (le cas de l'Algérie) constituent un symbole de l'interdépendance des facteurs économiques et sociaux qui expliquent les nouveaux comportements migratoires dans l'ère de la globalisation. De plus, la mondialisation et le développement technologique contribuent à l'interprétation des mouvements humains de ces dernières décennies. Depuis les années 2000, l'Algérie joue un rôle central dans le débat européen sur la migration illégale. Les images qui accompagnent ce débat sont celles des centaines de migrants clandestins noyés en mer Méditerranée, des bateaux de pêche abandonnés sur les côtes européennes ou l'image de migrants sauvés par les autorités européennes. À défaut de pouvoir résoudre le problème de la migration illégale, les politiques européennes remettent en cause les facteurs structurels des pays d'origine, stigmatisent les migrants clandestins et réduisent ce phénomène migratoire en un problème à résoudre par une politique de fermeture des frontières et d'externalisation.
- 16 Que la migration illégale soit étudiée sous le prisme des flux de déplacements géographiques ou qu'elle soit appréhendée comme la manifestation de comportements collectifs, les mouvements migratoires illégaux s'inscrivent dans des contextes historiques, sociaux, économiques et politiques. C'est dans la définition de ces contextes au sein desquels les migrations se réalisent, mais aussi dans la caractérisation des populations que les dimensions spatiales et temporelles sont déterminantes. L'analyse de l'expérience migratoire illégale à partir du cas des migrants clandestins algériens a révélé un nouveau type de migration. Il s'agit des mouvements de personnes diplômés de l'enseignement supérieur qui quittent volontairement et illégalement l'Algérie, par voie maritime, dans le but de se réaliser en France.

Afin de comprendre la migration illégale des jeunes algériens, une enquête de terrain a été réalisée en Algérie et en France entre 2009 et 2011. Fondée sur une analyse qualitative qui s'appuie principalement sur des entretiens semi-directifs, les résultats de cette recherche ont permis d'appréhender les mouvements migratoires clandestins à différents niveaux. 55 entretiens auprès des candidats à la migration clandestine ont été réalisés en Algérie (24 entretiens à Annaba et 31 entretiens à Oran, considérés comme zones de départ) et 40 entretiens ont été réalisés à Paris (zone d'arrivée), dans le quartier de

Barbès considéré comme « centralité immigrée » (Toubon, Essamah, 1990), auprès de migrants clandestins potentiels. Sur 95 cas de l'échantillon de la recherche, 35 personnes sont en possession d'un diplôme universitaire, 31 individus n'ont aucun diplôme et 29 sujets migrants ont un diplôme de professionnalisation. Cette recherche est une analyse du phénomène migratoire illégal sous l'angle de la sociologie et de l'anthropologie qui a permis de dégager la manifestation de nouveaux comportements migratoires collectifs qui s'inscrivent dans l'espace et dans le temps.

- 17 Plusieurs facteurs expliquent la mobilité des jeunes diplômés universitaires, nous allons toutefois nous intéresser à trois facteurs qui déterminent la décision de migrer de la population en question. Force est d'observer que les facteurs déclencheurs de la mobilité illégale des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur sont intrinsèquement liés aux problèmes systémiques comme les systèmes éducationnels déficients, la gestion inadéquate de la force de travail et le durcissement des politiques d'immigration. D'une part, elle est aggravée par l'absence d'opportunités de travail ou l'inadéquation entre la formation acquise, les qualifications et les besoins du marché du travail ou les emplois disponibles et, d'autre part, elle est amplifiée par une politique migratoire européenne de plus en plus restrictive optant pour la réduction quasi totale des migrations légales.

Les jeunes diplômés entre « exclusion » et « inclusion »

- 18 Les individus qui font le choix de la migration illégale se situent entre « exclusion » et « inclusion » socioprofessionnelle. Autrement dit, soit ils sont au chômage (exclus) ou ils sont dans une position sociale intermédiaire du fait qu'ils occupent des postes « temporaires » souvent « précaires » (75 cas sur 95 de l'échantillon de la recherche sont dans cette situation). Dans les deux cas, ils vivent l'expérience de l'exclusion professionnelle, de la précarité sociale et de l'instabilité financière. S'intéresser à cette population issue de zones urbaines du pays pour la plupart (65 cas sur 95 de l'échantillon de la recherche sont issus de zones urbaines), qui vit l'expérience des exclusions et des précarités cumulatives semble une figure analytique idéale pour comprendre les métamorphoses des flux migratoires actuels. Se pencher sur le cas de ces jeunes diplômés marginalisés et souvent précaires permet d'appréhender la réalité paradoxale des mouvements migratoires contemporains et la diversité des profils.
- 19 La problématique de l'exclusion professionnelle⁶ des jeunes diplômés, âgés de moins de trente ans, a pris de l'ampleur ces deux dernières décennies pour être à l'origine des nouveaux comportements migratoires en Algérie. Si l'attention est à juste titre portée sur le nouveau visage de la migration algérienne, il est néanmoins tout aussi important de porter l'attention sur les difficultés d'insertion professionnelle⁷ de cette catégorie sociale. Ces derniers représentent, malgré l'évolution du système d'éducation, une part non négligeable d'individus dont leur situation sur le marché du travail est très précarisée. Pour réduire l'ampleur du chômage, les pouvoirs publics algériens réservent une place importante à l'employabilité des jeunes diplômés dans les différents plans de développement. Pour l'emploi des jeunes, notamment les universitaires, de nombreux dispositifs (Musette, 2014) ont été appliqués, considérés comme solutions intermédiaires à la crise du chômage tels que les contrats de pré-emploi, les dispositifs de création des micro- entreprises (ANSEJ⁸, CNAC⁹, ANGEM¹⁰) et les structures d'accompagnements et de

formation (centre d'incubations, maisons de l'entrepreneuriat, centre de facilitation). Malgré ces efforts institutionnels, le marché du travail algérien ne semble pas en mesure d'absorber le chômage des jeunes diplômés des universités¹¹. Ces programmes sont plutôt perçus comme des programmes d'assistance qui ne s'attaquent pas aux problèmes structurels à l'origine du chômage.

- 20 Force est de constater que les programmes de politique d'emploi ne répondent pas aux attentes des jeunes diplômés. Nonobstant les mesures politiques et les pratiques dans le domaine du développement économique, le chômage, la précarisation des statuts d'emploi et l'allongement de la période d'inactivité contribuent aux difficultés d'accès à l'autonomie individuelle. Cette situation traduit une inefficacité des programmes d'insertion professionnelle. Par ailleurs, les personnes qui ont participé à la présente enquête ont expliqué leur motivation de départ par l'inadéquation entre la formation universitaire et le marché du travail. Il faut reconnaître que la complexité du passage de l'université au marché du travail avec ses alternances de périodes de chômage et d'emplois précaires, les bouleversements des modes de transition entre les âges, l'incertitude face à un avenir qui semble fermé, les jeunes diplômés de moins de trente ans, découragés par la multiplication des statuts d'attente, font le choix de la mobilité illégale dans une logique de singularisation et d'individualisation.

Le diplôme universitaire face à un marché du travail répulsif

- 21 La relation diplôme-emploi n'est pas si évidente vu que le taux de chômage des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur¹² révèle l'incohérence entre système d'éducation et marché du travail. En outre, la croissance du nombre de primo-demandeurs d'emploi est soutenue alors que la création d'emplois reste insuffisante. Les théoriciens du capital humain postulent que la formation est un investissement comparable à un investissement réalisé pour un bien physique (Becker, 1975). Dans cette perspective, si la durée de la formation augmente c'est parce que les individus considèrent pouvoir valoriser davantage le capital humain. Le diplôme est dans ce cas-là censé déterminer la valeur du demandeur d'emploi sur le marché du travail.
- 22 En Algérie, par le passé, les diplômés s'en sortaient mieux que les non-diplômés. Aujourd'hui, ils s'en sortent moins bien que les générations précédentes à diplôme égal ou supérieur. Ils sont parfois considérés au même rang que les non-diplômés. Une telle situation est inacceptable et dure à vivre notamment pour ceux qui ont consacré un nombre important d'années à étudier. Ils se sentent discriminés au point de penser que les années passées à étudier sont une perte de temps et que le diplôme n'est qu'un bout de papier sans aucune importance. Vraisemblablement, l'inflation du nombre de diplômés ces dernières décennies en Algérie a conduit à une dévalorisation irréversible des diplômes d'une génération à une autre. De plus, le système de l'emploi n'arrive pas à suivre les évolutions de la demande de travail qualifié. Cette dévalorisation des diplômes consécutive à l'augmentation du nombre de diplômés est une explication envisageable dès lors que les individus intériorisent le changement de norme, d'une génération à l'autre la nécessité d'avoir un diplôme de plus en plus élevé pour accéder à un même emploi (Lemistre, 2003).

- 23 La majorité des participants à cette enquête révèlent qu'ils ont suivi des enseignements qui leur ont été imposés au moment de l'orientation post-baccalauréat. Ils se retrouvent alors face à un marché du travail qui ne leur correspond pas. De plus, le marché de l'emploi fait surgir des besoins dans des spécialités spécifiques pour suivre la mondialisation, mais nombreux sont les diplômés qui se retrouvent dans l'incapacité de répondre à ces offres faute de spécialisation dans le domaine. Dans ces cas précis, l'offre ne correspond pas à la demande et réciproquement. Ce qui aggrave la situation, c'est le « favoritisme » qui bloque l'accès à l'emploi au citoyen lambda. De jeunes diplômés, voire parfois surdiplômés, vivent l'expérience du chômage et de la déqualification au détriment de faux diplômés ou de sous-diplômés.
- 24 L'existence d'un taux de chômage élevé en Algérie conduit les jeunes diplômés universitaires à accepter des emplois où ils sont « déclassés » et où les compétences requises pour l'emploi occupé sont inférieures à celles certifiées par le diplôme. Pourtant, cette question de dévalorisation des diplômes, de déclassement et d'exclusion professionnelle, considérée comme étant synonyme d'inégalités et de rejet social, nourrit un sentiment de colère intériorisée, de résignation et de renoncement à toute participation sociale. L'accumulation des inégalités, des exclusions et des précarités donne naissance à des comportements défavorables à l'intégration sociale et développe des comportements à risque tels que la mobilité illégale par voie maritime.

Des politiques d'immigration répressives

- 25 Les résultats de la recherche révèlent que les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur n'avaient pas l'intention de quitter l'Algérie de façon illégale. Lorsqu'ils étaient étudiants, certains envisageaient, après l'obtention de leur diplôme, de poursuivre leur études en Algérie et d'autres avaient pour objectif de se rendre en France pour se former ou travailler et acquérir une expérience professionnelle à l'international. Les personnes interrogées dans le cadre de ce projet de recherche dévoilent la difficulté de poursuivre des études doctorales et d'accéder au marché du travail en Algérie. Cette double problématique fait apparaître un avenir bloqué pour ces jeunes diplômés en perte de repères et en quête d'avenir. Ces derniers sont de plus en plus nombreux à rejoindre les rangs des chômeurs, mais également de plus en plus nombreux à choisir la migration illégale à défaut de partir en règle à cause du durcissement des politiques européennes d'immigration.
- 26 Depuis plusieurs décennies, la France¹³ représente une destination privilégiée pour les jeunes algériens notamment pour ceux qui souhaitent poursuivre leurs études. L'intégration sociale est plus aisée pour la communauté algérienne du fait de l'historicité entre la France et l'Algérie. Cependant, la France met en place une politique restrictive concernant l'entrée des Algériens en limitant l'octroi des visas touristiques, de travail, de regroupement familial ou d'études. Faute d'obtenir un visa par la voie légale, les jeunes diplômés ont trouvé d'autres moyens pour détourner ces politiques répressives, pour entrer et se maintenir sur le sol français. Ces acteurs migrants ont fait appel à des réseaux de passeurs, ont mobilisé des réseaux de connaissance et de connexion tant en Algérie qu'en France et ont développé une conscience collective consolidant leur détermination à quitter l'Algérie malgré les dangers, les incertitudes et les improbabilités d'une telle mobilité.

- 27 Victimes d'exclusion socioprofessionnelle et de précarité sociale en Algérie, les jeunes diplômés qui ont opté pour la mobilité illégale en espérant trouver en France un espace d'autonomie, de reconnaissance et de réalisation, se retrouvent totalement exclus et menacés d'expulsion à tout moment, ce qui les pénalise doublement. Ils font face à de nouvelles formes d'exclusion et de précarité qui affectent leur identité et remettent en question leur projet migratoire. A ce stade du processus migratoire, les jeunes diplômés sont au carrefour de la reconnaissance personnelle entre le sentiment d'être et ne pas être, entre précarité sociale et précarité spatiale et entre absence « ici » et « là-bas ». Exposés à des exclusions et des précarités multidimensionnelles et cumulatives, à l'insécurité et à l'incertitude, à la xénophobie et à la discrimination, les sujets migrants vivent, en définitive, à la marge des deux sociétés, d'origine et d'accueil.

Conclusion

- 28 L'Algérie se retrouve aujourd'hui face à un double défi, celui de trouver des solutions à la crise du chômage et à la mobilité illégale des jeunes diplômés. Les problèmes systémiques liés à la formation universitaire ainsi que la gestion insuffisante de la crise du chômage sont des facteurs significatifs qui déterminent le choix de la mobilité illégale des jeunes algériens diplômés de l'enseignement supérieur. Bien qu'ils représentent la force de travail la plus dynamique pour le développement économique du pays et un potentiel au développement social et culturel de la société d'origine, cette catégorie sociale est restée un angle mort des politiques publiques malgré les efforts de l'Etat algérien en termes d'insertion professionnelle et d'intégration sociale.
- 29 Outre l'exclusion professionnelle et la précarité sociale qui représentent des facteurs déclencheurs du processus migratoire illégal, les politiques d'immigration sont de plus en plus restrictives et répressives. Elles éloignent les candidats à la migration de la tradition migratoire légale faute d'obtenir un visa. En effet, les difficultés grandissantes d'obtention du visa pour la France, particulièrement lorsqu'il s'agit d'une demande émanant d'un individu jeune et sans emploi, conduisent les plus instruits à adopter de nouveaux comportements migratoires. Ils sont de plus en plus nombreux tentés par une mobilité illégale hautement périlleuse s'engageant dans un processus de différenciation. Il s'agit de défier les autorités algériennes qui ignorent la force d'une jeunesse désemparée, de contourner des frontières européennes très surveillées et de se lancer un défi héroïque en prenant le large dans de petites embarcations de fortune. La mobilité illégale constitue alors le moyen privilégié de répondre au désir individuel d'autonomie et au besoin de reconnaissance personnelle et sociale malgré la complexité du processus.

BIBLIOGRAPHIE

ARROW K. (1973), « Higher Education as a Filter », *Journal of Public Economics*, 2, pp. 193-216.

- BALLEIX B. (2013), *La politique migratoire de l'Union européenne*, La Documentation française, Paris, coll. Réflexe Europe.
- BECKER G. (1975), *Human Capital : A Theoretical and Empirical Analysis, with Special Reference to Education*, University of Chicago Press ed., Chicago.
- BRZOZOWSKI J. (2008), *Brain Drain or Brain Gain? The new economics of Migration reconsidered*.
- CARNET P. (2011), *Passer et quitter la frontière ? Les migrants africains "clandestins" à la frontière sud espagnole*, thèse de doctorat de sociologie et d'anthropologie sociale sous la direction de Peralva A. et Martin Diaz E., Université de Toulouse Le Mirail.
- DE HAAS H. (2007b), « North African Migration Systems : Evolution, Transformations and Development Link ages », *IMI Working Paper 6*, Oxford UK, International Migration Institute (IMI), University of Oxford.
- DJEFLAT A. (2012), « Les compétences algériennes à l'étranger, entre tabous et fausses promesses », *Hommes & Migrations*, 6, 1300.
- DÜVELL F. (2006), « Illegal Immigration », in *Europe : Beyond Control?*, Houndmills, Palgrave Macmillan.
- FARGUES P. (2004), « Arab Migration to Europe : Trends and Policies », *International Migration Review*, 38, 4, pp. 1348-1371.
- FEROUKHI D. (2005), *La problématique de l'adéquation formation - emploi : mode d'insertion et trajectoires professionnelles des diplômés des sciences exactes et de technologie*, Alger, CREAD.
- FOIS M. (2010), « La fuite des cerveaux en Algérie : changement d'attitudes prospectives », in LABDELAOUI et al., *Les Migrations africaines*, 2, Économie, Société et Développement, Alger, CREAD, pp. 51-62.
- GAILLARD J., GAILLIARD A.-M. (2006), « La circulation des compétences et développement en Afrique : un défi global », in PILON M. (éd.), *Défis du développement en Afrique subsaharienne : L'éducation en jeu*, Paris, IRD UR 105, « Savoirs et développement ».
- KHAOUA N. (2008), « L'entreprise, l'Université et le marché du travail en Algérie : tentative d'analyse », *El Bahith*, 6.
- HERMET G. (2008), « Les droits de l'homme à l'épreuve des pays émergents », *L'enjeu mondial*, Paris, Presses de Science Po.
- HOUDAILLE J., SAUVY A. (1974), « L'immigration clandestine dans le monde », *Population*, 4-5, pp. 725-742.
- IGHILAHIZ S. (2003), *Dimension et place du secteur informel dans l'économie algérienne*, Alger, Cotechnics.
- LEMISTRE P. (2003), « Dévalorisation des diplômes et accès au premier emploi », *Revue d'Economie Politique*, 1.
- MASSEY D. S., DURAND J., PREN K. A. (2016), « Why Border Enforcement Backfired », *American Journal of Sociology*, 121, 5, pp. 1557-1600.
- MEYER J.B. et al. (1997), « Turning Brain Drain into Brain Gain : the Colombian Experience of the Diaspora Option », *Science, Technology and Society*, 2, 2, pp. 285-317.
- MUSETTE M. S. (2013), *Le marché du travail en Algérie : une vision nouvelle ?*, CREAD, Alger.
- MUSETTE M. S. (2014), *Les politiques de l'emploi et les programmes actifs du marché du travail en Algérie*, ETF working together learning for life, CREAD.

- MUSETTE M. S. (2016) (éd.), *De la fuite des cerveaux à la mobilité des compétences ? Une vision du Maghreb*, CREAD/OIT, Alger.
- ROGALSKI M. (2013), « Les rapports Nord-Sud à l'épreuve de la mondialisation », *Recherches internationales*, 95.
- OTMANI R. (2015), *L'expérience migratoire illégale en France : le cas des migrants clandestins algériens*, thèse de doctorat de sociologie sous la direction de S. Paugam, Paris, École des Hautes Études en Sciences Sociales.
- SAYAD A. (en collaboration avec F. FASSA) (1982), « Éléments pour une sociologie de l'immigration », *Collection Travaux de science politique*, 8, Lausanne, Institut de science politique, pp. 8-60.
- SAYAD A. (1985), « L'immigration algérienne en France, une immigration exemplaire », in COSTA LASCOUX J., TÉMIME E. (dir.), *Les Algériens en France, Genèse et devenir d'une migration*, Publisud.
- SAYAD A. (1999), *La double absence : des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Paris, Seuil.
- TETU-DELAGE M-T. (2006), *Clandestins au pays des papiers : une anthropologie des mondes et des circulations entre légal et illégal des migrations algériennes (1998-2004)*, Thèse de doctorat de sociologie, sous la direction d'Alain Tarrius, Université de Toulouse Le Mirail.
- TOUBON J-C., ESSAMAH K. (1990), *Centralité immigrée, le quartier de la Goutte d'Or*, Paris, L'Harmattan.
- WIHTOL DE WENDEN C. (2016), *Migrations, une nouvelle donne*, Paris, FMSH Éditions.

NOTES

1. Dans le cadre de l'adaptation des législations nationales à la législation Schengen de l'UE, la France en 1986, l'Italie en 1990 et l'Espagne en 1991, la Grande-Bretagne et la Suisse en 1990 ont instauré l'obligation de visa de voyage pour les ressortissants des pays du Maghreb y compris l'Algérie. Dans d'autres pays européens, cela avait déjà été fait bien avant tel qu'en Allemagne, en Belgique et aux Pays-Bas où le visa a été mis en place dans les années 1970 et au début des années 1980 (Demig, 2015c).
2. Les migrations irrégulières sont devenues une des préoccupations principales des autorités algériennes ces dix dernières années. En 2008, l'Algérie a modifié ses lois et criminalisé l'entrée et la sortie irrégulière du territoire. Cependant, pour les Algériens en situation irrégulière à l'étranger, l'Algérie dispose des accords de réadmission avec certains pays européens.
3. Voir l'analyse de Massey *et al.* (2016) sur l'impact du régime de contrôle des frontières des États-Unis sur la migration irrégulière en provenance du Mexique.
4. Annaba et Oran sont deux villes côtières qui se situent à l'est et à l'ouest de l'Algérie. Ces zones urbaines sont caractérisées par leur poids non négligeable en matière de production de migration clandestine en direction de l'Europe (Espagne et Italie), notamment depuis 2005.
5. En Algérie, l'enseignement supérieur regroupe l'enseignement dispensé dans les universités, les instituts universitaires de technologie, les instituts universitaires de formation des maîtres, les classes préparatoires aux grandes écoles, les écoles d'ingénieurs, les écoles de commerce, gestion, vente et comptabilité et les écoles paramédicales et sociales.

6. Selon l'Office National des Statistiques (ONS), la population totale résidente en Algérie a atteint 41,3 millions d'habitants au 1^{er} janvier 2017. Les moins de 30 ans constituent plus de la moitié de cette population (52,1%). Le taux de chômage en Algérie a atteint 12,3% en avril 2017 contre 10,5% en septembre 2016 dont 24,9% sont diplômés de l'enseignement supérieur.
7. La question de l'insertion professionnelle des diplômés de l'enseignement supérieur a longtemps fait l'objet de recherches en sciences sociales, notamment en économie. Du point de vue théorique, la préoccupation remonte aux années soixante et soixante-dix avec la théorie du capital humain (Becker, 1975) puis la théorie du signal et du filtre (Arrow, 1973).
8. Agence Nationale de Soutien à l'Emploi des Jeunes.
9. La Caisse Nationale d'Assurance Chômage.
10. L'Agence Nationale de Gestion du Microcrédit.
11. Selon l'ONS, 250 000 nouveaux diplômés arrivent chaque année sur le marché du travail.
12. Selon l'ONS, le fort taux de chômage concerne beaucoup plus les diplômés universitaires que les diplômés de la formation professionnelle et les personnes sans qualification. Ce constat confirme que l'insertion des universitaires dans le monde du travail n'est pas garantie.
13. La France reste la destination favorite pour les Algériens, que ce soit pour la proximité géographique, historique, culturelle ou relationnelle.
-

RÉSUMÉS

Le présent article vise à décrire les nouveaux comportements migratoires des jeunes algériens de moins de trente ans, notamment les diplômés de l'enseignement supérieur. Il met en lumière la question de l'exclusion professionnelle, de la précarité sociale et du durcissement des politiques d'immigration intrinsèquement liés à la problématique du phénomène migratoire illégal. Bien que la mobilité illégale ne soit pas un processus récent en Algérie, elle est toutefois une pratique sociale nouvelle qui touche une population diplômée et consciente. La mobilité illégale de cette force vive censée doper la croissance du pays représente le nouveau visage de la migration algérienne contemporaine. Elle révèle le dysfonctionnement des politiques d'immigration qui empêchent de plus en plus la libre circulation des personnes et répond à un décalage entre les besoins des jeunes diplômés et les solutions proposées à leurs problèmes.

This article aims to describe the new migratory behaviors of young Algerians under 30 years of age, including graduates of higher education. It highlights the issue of professional exclusion, social precariousness and the hardening of immigration policies intrinsically linked to the problematic illegal migration phenomenon. Although illegal mobility is not a recent process in Algeria, it is a new social practice that affects a graduated and conscious population. The illegal mobility of this living force supposed to boost the country's growth represents the new face of contemporary Algerian migration. It reveals the dysfunctional immigration policies that increasingly prevent the free movement of people and responds to a gap between the needs of young graduates and the solutions proposed to their problems.

INDEX

Keywords : young people, graduates, exclusion, mobility, illegal, Algeria

Mots-clés : jeunes, diplômés, exclusion, mobilité, illégale, Algérie

AUTEUR

RIM OTMANI

Chercheure-sociologue, Centre de Recherche en Anthropologie Sociale et Culturelle, Technopôle de l'U.S.T.O, Oran, Algérie, rim.otmani@yahoo.fr